

**Georges DEBRÉGEAS**  
**Section 8 - Physique de la matière complexe et du vivant**  
**Collège A1**

Chers collègues,

Chercheur au CNRS depuis 1999, j'ai bénéficié des conditions de recherche exceptionnelles qu'offre ce statut et auxquelles je suis profondément attaché. Ces conditions, nous les devons notamment au Comité national qui garantit que le recrutement, l'évaluation individuelle, ou encore la prospective scientifique, se déroulent selon des principes de transparence, de collégialité et d'autonomie.

Le Comité national bénéficie d'une légitimité sans équivalent dans la communauté scientifique, ce qui en fait aussi un instrument de contre-pouvoir indispensable contre les tentatives régulières de reprise en main de la science par le pouvoir politique ou bureaucratique, comme en témoigne le récent épisode des key-labs. En dépit des multiples réformes qui ont progressivement réduit ses prérogatives, notamment en matière d'évaluation des unités avec la création de l'HCERES, ou par la mise en place de chaires de professeurs junior, le Comité national reste une institution de première importance pour la vie de notre organisme.

Je mesure donc la responsabilité que représente la participation à cette instance. Je veux indiquer ici quelques principes que je m'engage à mettre en œuvre.

Le CNRS a pour mission de maintenir une science de haut niveau couvrant l'ensemble du spectre disciplinaire mais son rôle est aussi d'anticiper les évolutions scientifiques et de soutenir l'émergence de nouveaux champs de recherche. Les sections doivent donc être attentives au risque, inhérent à leur fonctionnement, d'une certaine inertie qui pourrait favoriser les thématiques déjà établies et donc bien représentées dans les jurys d'admission.

L'une des grandes forces du CNRS est de savoir accueillir et de faire cohabiter des profils et des parcours scientifiques variés. Nous devons assumer et valoriser cette diversité. Pour les évaluations et promotions, nous devons reconnaître à la fois la prise de risque, les réorientations thématiques, mais aussi des carrières plus linéaires qui contribuent à approfondir un champ disciplinaire. Les activités d'enseignement, de diffusion de la science, l'engagement dans les instances collectives, doivent être évaluées avec le même niveau d'exigence que la recherche. Pour cela, les procédures d'évaluation et de promotion doivent rester souples et ne peuvent être guidées par de simples indicateurs quantitatifs.

Il existe une tentation forte, de la part de la direction du CNRS et du ministère, d'organiser progressivement une recherche à deux vitesses, entre des laboratoires « d'élite » et d'autres moins bien dotés. Cette politique se traduit également par un contournement du principe de transparence et d'équité, en matière de rémunération et de statut, à travers des politiques de primes opaques, la mise en place de postes de professeurs associés, chaires d'excellence, etc. Le Comité national doit s'opposer explicitement à cette tendance, et garantir autant que possible une équité de traitement, par une évaluation qui tienne compte du contexte local, de la situation du laboratoire et de la politique de site.

Pour conclure, je veux souligner l'importance que j'accorde aux instances collectives, et tout particulièrement aux laboratoires, qui constituent le cadre indispensable à toute activité de recherche. C'est dans cette perspective collégiale que j'envisage ma participation au Comité national. Je suis également heureux de bénéficier pour cette candidature du soutien du SNRS-CGT, syndicat auquel j'ai choisi d'adhérer il y a plus de quinze ans parce qu'il représente l'ensemble des personnels de la recherche. Je soutiens sans réserve la profession de foi commune qui suit.

-----  
**Profession de foi des candidat·es SNTRS-CGT aux élections 2025 du CoNRS**

*Au SNTRS-CGT, nous syndiquons et représentons tous les personnels de la recherche. Cela nous permet de présenter des candidat·es dans tous les collèges.  
Voter SNTRS-CGT, c'est renforcer le CNRS comme acteur majeur de la recherche publique et c'est défendre son personnel, ses statuts et ses conditions de travail.*

## **NOS ENGAGEMENTS**

### **Mettre en œuvre une évaluation sur des bases collégiales et des critères scientifiques**

L'évaluation par les pairs est un des principaux atouts du statut de chercheur·e. Or, elle est constamment menacée par les indicateurs de performance qui exacerbent la notion d'excellence et tendent à effacer la personne derrière son h-Index ou sous l'accumulation de contrats. Les élu·es CGT, pour contrer les dérives d'une évaluation-sanction, jouent un rôle important de protection des agent·es. Nous montrerons la plus grande vigilance lorsque des avis défavorables seront discutés, notamment lors des propositions d'avis d'insuffisance professionnelle, qui ouvrent la voie au licenciement des collègues et ne devraient être émis qu'en dernière extrémité, après examen très approfondi. Nous revendiquons une refonte complète du dispositif de Suivi Post-Évaluation (SPE) déclenché par les services RH, qui ne devrait intervenir qu'à la demande et sous le contrôle des sections.

### **Défendre le recrutement sur des postes statutaires au plus près de la thèse**

Nous nous battons pour la titularisation des chercheur·es précaires en contrat depuis plusieurs années, sous l'égide du Comité National et, en section, nous faisons valoir la reprise intégrale de l'ancienneté au moment de la titularisation, par la prise en compte de toutes les années antérieures de recherche. C'est aussi pour défendre les postes statutaires que nous continuerons de refuser de participer aux classements des concours de chaires junior qui captent les ressources et dont la précarité permet de faire pression sur les lauréat·es. Nous serons en outre en alerte pour que le fléchage thématique et/ou géographique demeure exceptionnel ; il est en particulier inacceptable que l'attribution des postes de chargé·es de recherche soit prioritairement accordée aux structures déjà favorisées par les politiques de site.

### **Défendre les salaires et les carrières**

Nous sommes opposé·es au système des primes individualisées qui servent d'outil de management pour mettre en concurrence les personnels les uns contre les autres, orienter l'activité scientifique tout en étant largement insuffisantes pour compenser la diminution des salaires due au gel du point d'indice dans un contexte d'inflation. C'est pourquoi nous revendiquons que la composante individuelle C3 du Ripec soit intégrée à la composante C1 (touchée par toutes les chercheur·euses). Par ailleurs, nous prôtons la revalorisation des carrières, le doublement des promotions CR-DR et la fusion DR2-DR1 en un seul grade.

### **Promouvoir l'égalité professionnelle**

L'égalité entre hommes et femmes est un moteur de notre engagement et nous serons attentives et attentifs à contrer les biais de genre au moment des recrutements ainsi que le plafond de verre qui bloque insidieusement les femmes lors des promotions. Nous combattons de même, à ces deux moments-clés de la carrière, toutes les discriminations – en raison du lieu de formation ou d'exercice du métier, de l'orientation sexuelle, du nom, de la couleur de la peau, etc. Nous faciliterons enfin de manière inconditionnelle l'évolution de carrière de tout·e agent·e en situation de handicap et participerons à sécuriser les parcours professionnels avec bénéfice de l'obligation d'embauche (BOE) – en intégrant dans les jurys un·e référent·e handicap afin de sensibiliser et former les membres de jurys à la « compensation du handicap » pour les concours réservés BOE comme à la voie classique.

### **Promouvoir l'égalité entre les unités de recherche**

Nous luttons pour le retour effectif de l'évaluation des laboratoires aux sections du Comité national, la suppression du Hcéres, et nous ferons en sorte, une fois élu·es, de défendre cette prérogative essentielle. Nous nous attacherons dès lors à résister, en section, aux menaces exercées à l'encontre des UMR et de leurs ressources – comme nous l'avons fait récemment à l'encontre de la création du label « Key-lab » et de coupes budgétaires scandaleuses. La participation aux sections du CoNRS et, dès lors aussi, à la C3N est une façon de faire vivre le débat démocratique sur la politique scientifique de l'établissement, en son sein, au plus près de l'activité des agent·es.

### **Défendre les libertés académiques et la liberté d'expression**

Nos objets et nos résultats de recherche sont susceptibles de ne pas satisfaire les intérêts politiques de court terme ni les intérêts du patronat. C'est pourquoi nos libertés de recherche et d'expression sont régulièrement menacées. Le CoNRS se doit de garantir ces libertés et de refuser toute instrumentalisation de son évaluation scientifique à des fins de censure, de pression et de répression politiques. En tant qu'élu·es CGT, nous y veillerons.